

La brutalité des exploiters et la force du monde du travail

Dans une conférence de presse à Washington, sous l'œil rigolard de Netanyahu, Trump a déclaré vouloir vider de sa population la bande de Gaza en grande partie détruite par les bombes israéliennes, la passer sous contrôle américain et la transformer en « Côte d'Azur ».

Manigances contre les peuples

Ainsi ces deux complices, le génocidaire et son donneur d'ordres, clament une fois de plus leur mépris des pauvres et des Gazaouis. Mais expulser deux millions de Palestiniens porteurs de colère et de révolte, ce n'est pas si facile, d'autant que ni l'Égypte ni la Jordanie ne veulent les accueillir, de peur que leur arrivée suscite un élan de solidarité et déstabilise leur régime. Car le souvenir des « printemps arabes » est encore vif parmi les dictateurs du Moyen-Orient. Mais les déclarations de Trump constituent d'ores-et-déjà un formidable encouragement à la colonisation de la Cisjordanie et aux attaques menées par les colons contre les villages palestiniens.

Les dirigeants européens en appellent hypocritement au droit international et au maintien du « cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne », comme a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Mais depuis quand le droit et les institutions internationales protègent-ils les peuples du colonialisme, des massacres, des guerres et des oppressions ? Le déchainement de la guerre au Kivu, dans l'est de la république démocratique du Congo, le montre bien : les parlottes à l'ONU couvrent le pillage des multinationales. La différence est que désormais le soudard grossier et cynique qui occupe la Maison-Blanche ne mâche pas ses mots et exprime crûment la volonté brutale du principal impérialisme de mettre la planète en coupe réglée au profit exclusif du grand capital et des ultra-riches.

La politique du capital

Le gouvernement Trump a commencé la réalisation de son programme d'extrême droite. Il a gelé une grande partie de l'aide internationale américaine,

expulsé à grand spectacle quelques milliers de migrants, attaqué les fonctionnaires fédéraux, déclaré la guerre aux personnes transgenres, etc. Il déroule cette politique à grand renfort de publicité et de déclarations fracassantes et outrancières, mais avec une certaine prudence et en prenant bien garde de toujours tenter de dresser les uns contre les autres, en désignant à chaque mesure une catégorie seulement de la population présentée comme responsable des malheurs de tous.

Cette attitude à la fois démagogique et précautionneuse se retrouve à son échelle ici. Comme aux États-Unis, le gouvernement Bayrou décalque la démagogie de l'extrême droite et s'attaque d'abord aux migrants, par des expulsions montées en épingle et par les déclarations du ministre de l'Intérieur visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. Ici aussi, il désigne les fonctionnaires et les services publics, rendus responsables du déficit de l'État. Les droits des chômeurs se réduisent et les plans de licenciements se succèdent, mais gouvernement et patronat prennent soin d'éviter que les colères se rassemblent.

Une seule solution : la révolution !

Car ils marchent sur un volcan prêt à exploser et ils le savent. Ces dirigeants sans pitié et tout dévoués à la classe des capitalistes se moquent de la misère des peuples et de déchaîner guerres et génocides. Leur crainte est que travailleurs et travailleuses, au Moyen-Orient, aux États-Unis, en France et partout dans le monde, s'organisent, se révoltent et menacent l'ordre capitaliste. Tout le bien qu'on leur souhaite, c'est que non seulement ils le menacent, mais qu'ils le détruisent. Car c'est bien dans cette direction que se trouve l'avenir de la planète : la révolution et la construction d'une société enfin humaine.

Pour des augmentations de salaire

Certains ont eu la chance de recevoir la prime de service. Un peu de beurre dans les épinards. Ce n'est malheureusement pas le cas pour nos collègues en CDD qui font pourtant le même travail que nous, ni pour ceux qui ont eu un long arrêt maladie et pour qui la sanction est double. Avec l'inflation de 10 % sur l'alimentation et celle de l'énergie, il faudrait de vraies augmentations de salaire. 400 euros pour tous et pas un salaire en dessous de 2000 euros.

Une juste colère s'impose

L'ambiance se dégrade toujours au service C. Plusieurs soignants sont partis cette année et d'autres demandent leur transfert dans d'autres services. Il serait pourtant simple de poser sur la table ce qui ne va pas et d'en parler. Mais si la parole est notre outil de travail, elle ne circule visiblement pas au C. En tous les cas, l'encadrement ne fait rien pour améliorer les choses.

L'hôpital prend l'eau

Il y a quelques semaines, une conduite d'eau a éclaté devant Épidaure. Il semblerait, selon les bruits qui courent, que tout le réseau d'eau soit vétuste. C'est le résultat de dizaines d'années de pénurie qui fait que les hôpitaux publics n'ont pas été entretenus.

Des locaux délabrés

Beaucoup de pavillons sont délabrés et n'offre plus le minimum de confort pour des patients lourdement handicapés. Deux salles de bain, deux WC pour 16 voire 20 patients. Et du coup des conditions de travail plus compliquées pour les équipes. Et pourtant, dans cette société, de l'argent il y en a. Mais pas pour les services publics.

Merci aux cuisines

Nos collègues des cuisines traversent une période difficile. Ils travaillent dur et ont toujours fait de leur mieux pour nous offrir un service de qualité, aux agents mais aussi aux patients. Pendant les fêtes ils ont offert aux patients des repas exceptionnels. Nous leur adressons un salut fraternel.

GBH en tête de la pwofitasyon

Sommé par la justice de publier ses comptes avant le 13 février, le Groupe Bernard Hayot (GBH) vient d'annoncer un bénéfice net de 227,4 millions d'euros pour 2023, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente et un chiffre d'affaires de 4,945 milliards d'euros. Basé en Martinique et présent dans de nombreux territoires ultramarins, ce groupe familial

de békés (descendants des colons esclavagistes) jouit d'un monopole de la grande distribution qui lui permet de réaliser des marges faramineuses, dénoncées par le mouvement contre la vie chère en Martinique.

Adoption de la loi raciste sur le droit du sol

Désormais un enfant né dans l'île ne pourra obtenir la nationalité française que si ses deux parents peuvent prouver une résidence régulière sur le sol français, au moment de la naissance de l'enfant, depuis au moins trois ans. Lors des débats, la macronie, la droite et l'extrême droite se sont livrées à une surenchère sur le sujet. Une manière d'attiser les sentiments racistes et xénophobes. Un fléau qu'il faut combattre.

Où sont les femmes ?

L'Arcom s'est penchée sur le temps de parole accordée aux femmes lors des Jeux olympiques sur les chaînes télé. Le résultat est édifiant. Les femmes présentatrices n'ont occupé en moyenne que 18 % du temps d'antenne contre 82 % aux hommes. Une proportion qui tombe à 8 % aux émissions diffusées aux heures de grande écoute et à 5 % pour les disciplines vedette des JO comme l'athlétisme. À la devise olympique « plus vite, plus haut, plus fort », il serait temps d'ajouter « plus féminin ».

Rachida Dati saque Merwane Benlazar

La ministre de la culture a annoncé que l'humoriste Merwane Benlazar ne serait plus invité dans les émissions télévisées du service public. En cause sa chronique sur le plateau de *C à vous* sur la Cinq où il est apparu barbu et coiffé d'un bonnet de laine. Ce qui lui a valu un flot de messages haineux sur les réseaux sociaux le traitant de « salafiste » et l'accusant d'être « partisan de la charia ». La ministre a cédé à la campagne raciste qui vise l'humoriste auquel ses détracteurs reprochent surtout d'être né en Seine-Saint-Denis dans une famille d'origine algérienne.

Bénéfices en baisse, dividendes en hausse

Total a annoncé un repli de 26 % de son bénéfice en 2024. Son PDG a déclaré que le groupe investira moins dans les « énergies bas carbone ». Il utilisera certainement ce mauvais chiffre pour s'opposer à toute augmentation de salaire. Mais il a fait savoir que les dividendes versés aux actionnaires avaient augmenté de 7,6 % et qu'il maintiendrait le rythme des rachats d'actions à 2 milliards d'euros par trimestre. Les profits baissent et les premiers à trinquer sont l'environnement et les salariés. Mais pour les actionnaires tout baigne.

